

Le système des compétitions et les *INTEKO Y' IMIHIGO*



La mobilisation des communautés rurales dans la gestion durable des bassins versants *via* les compétitions rurales

Septembre, 2012, Rwanda

Acronymes et abréviations

CCI : Centre communautaire d'innovation

CLAR : Comité local d'attribution des ressources

CLGS : Comité local de gestion et de supervision

DSRP : Document de stratégie nationale de réduction de la pauvreté

FIDA : Fonds international de développement agricole

KWAMP : Projet de gestion communautaire des bassins versants du district de Kirehe

MINAGRI : Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales

PSTA : Plan stratégique de transformation de l'agriculture

PAN : Politique agricole nationale du Rwanda

SACCO : Coopérative d' Epargne et de Crédit

RCA : Agence rwandaise des coopératives

PA : Plan d' Affaires

PAPSTA : Projet d'appui au Plan stratégique pour la transformation de l'agriculture

PGRN : Plans de gestion des ressources naturelles

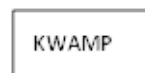


TABLE DES MATIERES

Acronymes et Abréviations

1. Contexte

2. Description du système des compétitions rurales et du rôle des *Inteko Y'imihigo*

2.1. Mode de fonctionnement du système des compétitions

2.2. Historique

3. Les *Inteko Y'imihigo* : un mécanisme de transfert de ressources financières pour catalyser la mobilisation des communautés rurales dans l'aménagement et la gestion de leurs bassins versants

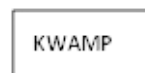
3.1. Les *Inteko Y'imihigo* : un outil de gestion durable des bassins versants

3.2. Impacts au sein des bassins versants

4. Défis

5. Leçons apprises

6. Sources d'information



1. Contexte

Un environnement naturel dégradé

Le Rwanda est un pays enclavé au cœur de l'Afrique centrale qui fait face à certains défis pour son développement.

Avec une superficie de 26.388 km² couplée à une population de plus de 11 millions d'habitants, le Rwanda connaît la densité la plus élevée d'Afrique avec en moyenne près de 400 habitants par km² (et des pics à 1000 hab/km²). Cette situation démographique se traduit par une forte pression sur les ressources naturelles, notamment l'eau. A cela s'ajoute un relief naturel collinaire qui prédispose naturellement le territoire à une forte érosion des sols. La protection des sols et eaux constituent ainsi l'enjeu environnemental du Rwanda.

Cette dégradation accélérée de l'environnement naturel rwandais est d'autant plus inquiétante que son économie nationale est très dépendante du secteur agricole pour lequel l'eau et les sols sont des ressources vitales. En effet, ce secteur fournit de l'emploi à 87% de la population active alors qu'il ne contribue qu'à 40 % du PIB, soulignant ainsi sa faible productivité.

Lutter contre la dégradation de l'environnement naturel à partir d'une gestion communautaire intégrée des bassins versants

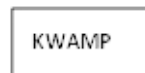
Une lutte efficace contre la dégradation accélérée des sols et des eaux impose une intervention basée sur une approche intégrée afin de prendre en compte les facteurs écologiques, économiques et sociaux. Et pour opérationnaliser cette approche, les bassins versants¹ constituent la zone d'intervention la plus efficace puisque le principal défi est le ralentissement de l'érosion. Par ailleurs, il est crucial que les populations bénéficiaires jouent un rôle central dans ce processus de transformation intégrée afin d'enclencher un changement positif des comportements à plus long terme.

Pour cela, le *ministère rwandais de l'Agriculture et des Ressources animales* (MINAGRI), en collaboration principalement avec le *Fond international du Développement agricole* (FIDA), ont mis en œuvre à partir de 2006 le *Projet d'appui au plan stratégique pour la transformation de l'agriculture* ([PAPSTA](#)) et 2009 le *Projet de gestion communautaire des bassins versants de la région de Kirehe* ([KWAMP](#)), basés sur une approche intégrée du développement rural : intensifier la production agricole de manière durable en plaçant la participation paysanne dans chaque bassin versant au cœur du processus de transformation.

Le système des compétitions rurales

C'est dans cette logique que le système des compétitions rurales structurées autour des *Inteko y'imihigo*, sujet de cette note, a été mis en place afin d'*inciter les paysans à se mobiliser pour être des acteurs-clés dans l'aménagement et la gestion durable de leur bassin versant.*

¹ Un bassin versant est un territoire qui draine l'ensemble de ses eaux vers un exutoire commun, cours d'eau ou mer. Il est limité par des frontières naturelles: les lignes de crêtes ou les lignes de partage des eaux. De part et d'autre de ces lignes, les eaux des précipitations et des sources, ainsi que tous les éléments dissous ou en suspension s'écoulent vers des exutoires séparés. Le bassin versant constitue le territoire pertinent pour traiter les causes en amont d'un problème lié aux eaux de surfaces : érosion, déficit d'eau, pollution etc.



Le système des compétitions et des *inteko y'imihigo* trouve son origine au Pérou et a été mis en place au Rwanda en 2009 : il prévoit d'organiser des compétitions rurales avec un système d'allocations financières afin de donner les moyens aux communautés locales des bassins versants de développer et mettre en œuvre des projets en cohérence avec les actions prioritaires définies dans les plans d'aménagement² des bassins versants par les Comités locaux de gestion et de supervision (voir note sur le CLGS).

En décrivant le mode de fonctionnement du système des compétitions, nous mettrons en avant dans quelle mesure il constitue un système de transfert des ressources au niveau local pour permettre aux acteurs ruraux de devenir les acteurs de leur développement au sein de leur bassin versant. Plus spécifiquement, on tentera d'identifier (i) les mécanismes pour sélectionner de manière transparente les meilleurs projets ; (ii) les mécanismes pour s'assurer que les projets sélectionnés sont en ligne avec les priorités des bassins versants (iii) les stratégies et les mécanismes pour assurer la mise en œuvre et le suivi des projets.

2. Description du système des compétitions rurales et du rôle des *Inteko Y'imihigo*

2.1. Fonctionnement du système des compétitions

- **Qu'est-ce qu'une compétition rurale ?**

Une compétition met en concurrence différents acteurs ruraux à l'échelle de la zone d'action d'un Centre communautaire d'innovations (voir note sur les CCI) pour l'obtention d'une subvention qui doit permettre le financement d'un projet en cohérence avec les priorités définies par le Comité local de gestion et de supervision dans le plan d'aménagement et de gestion durable du bassin versant.

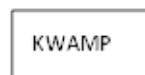
- **Qui peut y participer et quels types de projets peuvent être présentés ?**

Deux types d'acteurs peuvent participer à ces compétitions : (i) les coopératives³ et (ii) les villages⁴. Les coopératives doivent soumettre un plan d'affaires qui doit viser le développement de la structure (achat d'intrants, de matériels...). En revanche, les villages participants, *via* leurs chefs, doivent présenter un Plan de gestion des ressources naturelles (reboisement, fossés antiérosifs, *etc.*). Les compétitions sont organisées au sein de ces deux catégories. Que ce soit les PA ou les PGRN, ils sont présentés le jour de la compétition à partir de « cartes parlantes » qui

² Dans le cadre de cette approche intégrée, un plan d'aménagement et de gestion durable définit l'ensemble des actions de type agro-pastoral à entreprendre au niveau d'un bassin versant, identifiées comme prioritaires par les communautés via le CLGS – voir note CLGS - (lutte contre l'érosion, reforestation, embocagement, compostage, *Kitchen Garden*, fertilisation des sols, intégration de l'élevage à l'agriculture, aménagement des marais, intensification de l'agriculture *etc.*...).

³ Les coopératives doivent obligatoirement posséder un statut juridique officiel enregistré auprès du ministère du Commerce pour voir leur participation à la compétition validée.

⁴ Concrètement, le chef de village réunit la communauté villageoise pour préparer un projet à présenter lors de la compétition. Le projet doit en principe bénéficier à l'ensemble des membres du village.



représentent *via* au moins trois différents croquis temporels (passé/présent/futur) leur projet (voir encadré 2).

- **Qui est en charge de l'organisation des compétitions et de la sélection des projets ?**

Les communautés locales sont en charge d'organiser et de sélectionner les meilleurs projets *via* une structure *ad hoc* créée à cet effet communément appelée en kinyarwanda *Inteko y'imihigo*. Cette instance communautaire est représentée par des élus de la société civile (du secteur public et privé)⁵ dont le *rôle est principalement d'assurer l'organisation des compétitions depuis la phase de communication auprès des coopératives/villages jusqu'à la sélection des gagnants*. Chaque *Inteko y'imihigo* fait partie du Conseil d'administration du Centre communautaire d'innovation auquel il est rattaché (Voir note sur le CCI).

Après avoir reçu une formation de quatre jours sur les PA/PGRN, le personnel des CCI forme à leur tour les membres des *Inteko y'imihigo* sur deux jours. Et ces derniers sont ensuite en charge de transmettre leurs connaissances aux participants des compétitions. *Cela forme ainsi un système de formation en cascade de type communautaire*.

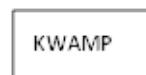
- **Comment assurer la transparence du processus de sélection des projets ?**

Assurer la transparence durant le processus de sélection constitue un point critique très important dans le système des compétitions, car en découle l'adhésion communautaire aux compétitions. Pour éviter tout écueil de ce point de vue, plusieurs mécanismes ont été développés. Tout d'abord, la participation aux compétitions doit répondre à un certain nombre de critères clairs. Une fois ces critères respectés, les participants présentent un PA ou un PGRN qui fait l'objet d'une pré-sélection approfondie représentant 50% de la note finale⁶ à partir d'un système de notation objectifs auquel les membres des *Inteko Y'imihigo* ont été formés.

Ensuite, pour éviter tout favoritisme dans la sélection finale des meilleurs projets, la représentativité communautaire des membres des *Inteko Y'imihigo* constitue une autre bonne garantie. Enfin, le jour de la compétition, il y a une surveillance communautaire dans la mesure où les compétitions sont publiques et les projets sont présentés à l'oral. A ce jour, une seule

⁵ Composition d'un *Inteko y'imihigo* : un représentant des (1) institutions financières, (2) de l'administration locale, (3) des CLGS, (4) du Conseil national des femmes, (5) du Conseil de la jeunesse, (6) des coopératives, (7) des agriculteurs de Kirehe, (8) de la plateforme, (9) du secteur privé, (10) et le manager du CCI auquel il est rattaché. (cf. *Inteko Y'Imihigo Working paper p.15*).

⁶ Les étapes précédant la présentation orale des PA/PGRN : (i) sensibilisation des coopératives et villages pour se préparer à une compétition ; (ii) formation et suivi pour l'élaboration des PA/PGRN ; (iii) présélection des PA/PGRN pour une présentation publique à condition que leur note dépasse les 50% lors de la présélection ; (iv) appui technique dans la mise en œuvre des PA/PGRN ; (v) et évaluation de l'utilisation des ressources, débloquée en 3 tranches successives (50%, 25% et 25%).



compétition a fait l'objet de soupçons qui ont pu être réglés grâce à l'intervention du personnel du CCI.

Ainsi, la compétition ne peut être vue comme une simple journée d'activité. Son fonctionnement est complexe car il nécessite d'autres innovations (INTEKO Y'IMIHIGO, PA, PGRN, cartes parlantes...). C'est pour cette raison que nous préférons l'emploi du concept de « système des compétitions ».

2.2. Historique

Le système des compétitions, structuré autour des *Inteko Y'imihigo*, trouve son origine au Pérou. Un groupe de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et des Ressources animales ont ramené cette innovation dans leurs bagages au retour d'un voyage d'études dans ce pays en 2010.

Le premier *Inteko Y'imihigo* a été créé en mars 2010 et la première compétition a été organisée près d'un an plus tard à Gatoré, à Kirehe, le 28 février 2011 (voir encadrés 1 et 2). A ce jour, *quatorze compétitions ont été organisées dans six districts différents. Elles ont réuni chaque fois jusqu'à deux mille personnes et fut l'occasion de mettre en avant la culture locale à travers des danses, chants, etc.*

Encadré 1 : Le *Inteko y'imihigo* de Gatoré

Créé le 25 octobre 2010, le *Inteko y'imihigo de Gatoré* est composé de 10 membres, dont 2 femmes, issus de différents secteurs de la société civile. Ses membres sont très fiers d'avoir organisé la première compétition à l'échelle nationale, le 28 février 2011, qui a réuni près de 2000 personnes. Comme l'explique ses membres, « ce fut une journée festive telle qu'on peut vivre lors d'un mariage... Tout le monde était bien habillé ». A cette occasion, trois plans d'affaires ont été sélectionnés et reçu chacun 1million de francs rwandais.

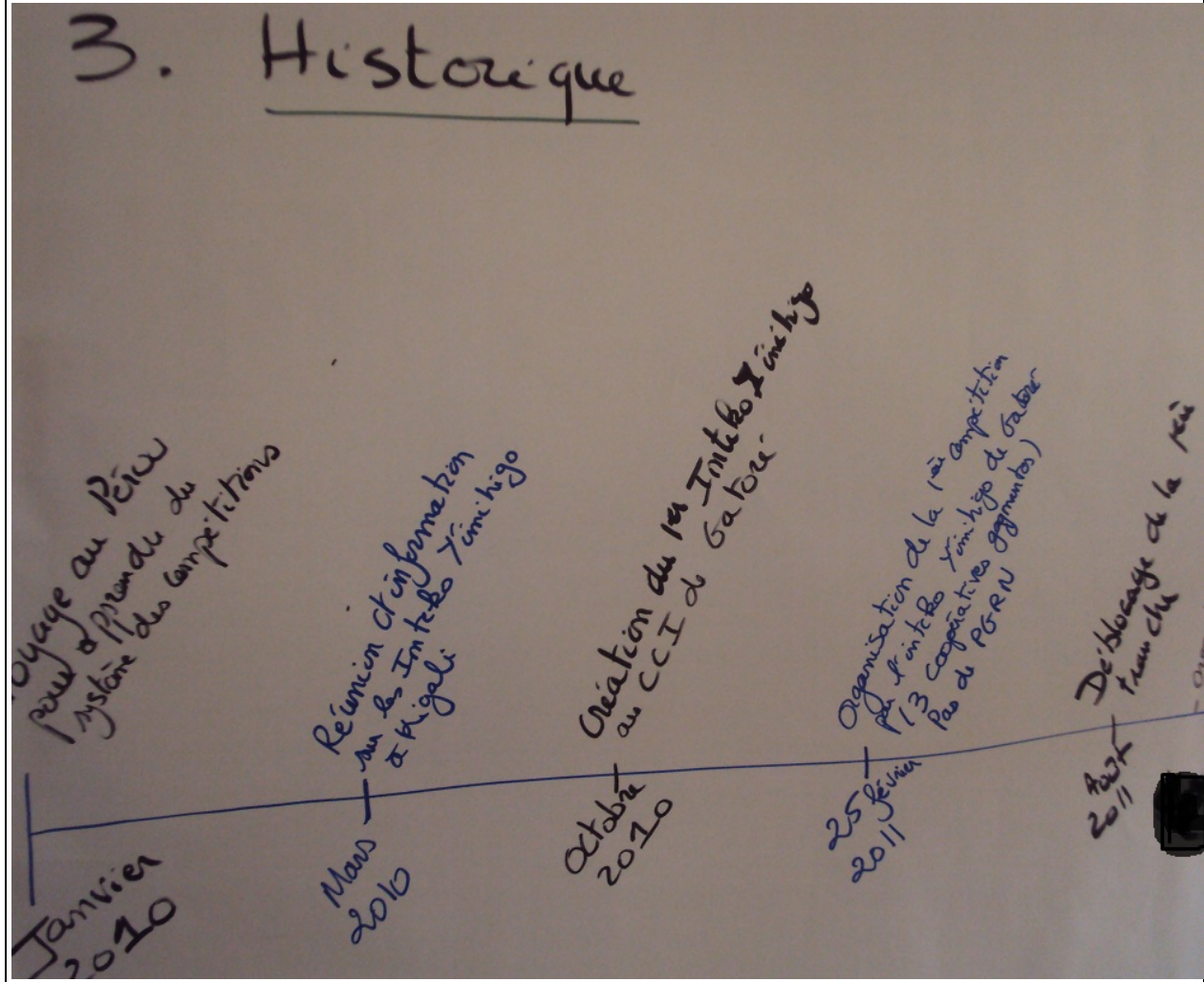
Une coopérative présentant son plan d'affaires à l'aide d'une carte parlante lors de la compétition organisée par le CCI de Gatoré, le 28 février 2011



Les membres de *Inteko y'imihigo de Gatoré* présentant les résultats de la compétition organisée par le CCI de Gatoré, le 28 février 2011.



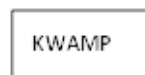
Encadré 2 : Trajectoire historique du système des compétitions



3. Les Inteko Y'imihigo : un mécanisme de transfert de ressources financières pour catalyser la mobilisation des communautés rurales dans l'aménagement et la gestion de leurs bassins versants

La structuration des compétitions autour des récompenses financières et couplées aux modules de formations en direction des participants forment un puissant catalyseur pour mobiliser les communautés dans l'aménagement et la gestion des bassins versants.

3.1. Le système des compétitions : un outil de gestion durable des bassins versants



Le système des compétitions a été développé comme un outil de gestion durable des bassins versants. Pour cela, le Comité local de gestion et de supervision (CLGS), qui est en charge de définir les actions prioritaires du bassin versant, échange avec les membres des *Inteko Y'imihigo* pour se mettre d'accord sur les types des projets auxquels il faut donner la priorité lors de la sélection des projets. Et pour faciliter la communication entre ces deux structures, chaque *Inteko Y'imihigo* compte en son sein un membre du CLGS.

De plus, afin de faciliter le travail des membres des *Inteko Y'imihigo* le jour de la compétition, les 'cartes parlantes', représentant visuellement les projets, sont annexées au plan d'aménagement et de gestion du bassin versant⁷. Ce qui constitue une garantie supplémentaire afin que les projets sélectionnés soient en ligne avec les priorités du bassin versant.

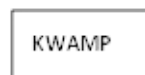
Par ailleurs, afin de donner les moyens aux membres du comité de sélection d'avoir une bonne compréhension des problématiques du bassin versant et de sélectionner les projets en conséquence, ces derniers reçoivent des formations dans divers domaines tels que l'élevage moderne, l'agriculture intensive, l'embocagement, la construction de fossés antiérosifs...

Enfin, le jour de la compétition, l'ensemble des membres du CLGS est présent à la cérémonie publique afin de s'assurer que les projets répondent aux besoins des communautés locales.

Toutefois, si jamais un problème devait se présenter, le CLGS peut se réunir en urgence et rédiger un procès-verbal afin d'alerter le personnel des projets PAPSTA-KWAMP. A ce jour, cela n'a pas été nécessaire, signe que le système fonctionne correctement.

Ainsi, le système des compétitions constitue un outil mobilisateur de type communautaire afin d'inciter les bénéficiaires à devenir les acteurs de l'aménagement et la gestion durable des bassins versants. L'histoire du village de Isangano, à Kirehe, qui a remporté une compétition constitue de ce point de vue un bon exemple (voir encadré 3).

⁷ Dans le cadre de cette approche intégrée, un plan d'aménagement et de gestion durable définit l'ensemble des actions de type agro-pastoral à entreprendre au niveau d'un bassin versant, identifiées comme prioritaires par les communautés via le CLGS – voir note CLGS - (lutte contre l'érosion, reforestation, embocagement, compostage, *Kitchen Garden*, fertilisation des sols, intégration de l'élevage à l'agriculture, aménagement des marais, intensification de l'agriculture etc...).



Encadré 3 : Villageois de Isangano lors de la construction de fossés antiérosifs financés grâce à une compétition



Le village Isangano, composé de 273 habitants, est situé dans le district de Kirehe, en contrebas de la colline de Mahama. Les habitants souffraient d'une érosion aigue des terres et d'inondations récurrentes de leurs maisons. Cette situation créait un climat de peur et démotivaient les ménages à entretenir leur maison et leur champs. Cette situation affectait donc les perspectives de développement du village à long terme.

C'est dans ce contexte que le chef du village a réuni ses 272 habitants, après avoir été informé du système des compétitions, pour développer un Plan de gestion des ressources naturelles dont le but est de lutter contre l'érosion des sols grâce au creusement de fossés antiérosifs et la plantation d'espèces fourragères. Et le 19 mai 2011, le chef du village a présenté le projet devant les membres de l'*Inteko Y'imihigo*. Comme l'explique un membre du village, « *On a récité un poème en introduction. Il y avait beaucoup de monde malgré la chaleur* ». Un autre villageois d'ajouter : « *On a prié très fort pour gagner la compétition et à l'annonce des résultats, on était en extase... très heureux* ». La bonne préparation du projet leur a en effet permis de remporter une récompense financière de 3.415.000 RWF débloqués en 3 tranches successives de 50%, 25% et 25%.

La mise en œuvre du projet a nécessité l'emploi de 109 personnes sur 14 jours, ce qui a dynamisé l'économie du village.

Aujourd'hui, les villageois sont plus sereins lors de fortes intempéries et le ralentissement de l'érosion leur a permis d'accroître la fertilité de leurs champs et ainsi accroître leur production. La plantation d'espèces fourragères adaptées leur a par ailleurs permis d'améliorer l'alimentation de leurs bétails. Ainsi, la mise en œuvre de leur PGRN a favorisé le ralentissement de l'érosion des sols et l'intégration de l'élevage à l'agriculture. Aux dires du chef de village, ses habitants ont retrouvé une confiance en eux et en l'avenir. Tout cela a également renforcé la cohésion communautaire au sein du village.

3.2. Impacts du système des compétitions au sein des bassins versants

S'il est encore trop tôt pour pleinement apprécier les impacts liés à la mise en œuvre du système des compétitions, il est déjà possible de dessiner les contours des changements qui sont en train de s'opérer.

■ La mise en place des plans de gestion des ressources naturelles a permis de favoriser le ralentissement de l'érosion, la fertilisation des sols et l'intégration agriculture-élevage (voir encadré 3).

■ *Au niveau des projets PAPSTA-KWAMP*, la mise en place du système des compétitions a permis de réduire les délais de mise en œuvre de certaines activités. En effet, la décentralisation de certains pouvoirs au niveau des bénéficiaires pour la définition des besoins, des problèmes et des solutions à mettre en œuvre (via PA/PGRN) a permis d'accélérer le « processus décisionnel ». Et cela au profit des bénéficiaires qui voient les choses changer plus rapidement.

■ Par ailleurs, *les autorités locales ont gagné en crédibilité auprès des bénéficiaires* car la mise en place des compétitions et la distribution de subventions aux gagnants furent le signe concret que les choses commençaient à changer, et ce sous l'impulsion des pouvoirs publics. Et selon certains participants, *ce sentiment de confiance a été renforcé par le principe de transparence propre au système des compétitions.*

■ *C'est au niveau des bénéficiaires* que les changements sont les plus intéressants. De nombreux paysans ont amélioré la gestion de leurs activités sur la base d'une planification plus stratégique, suite aux formations PA/PGRN reçues via leur coopérative ou leur village.

En effet, certains paysans ont commencé à adopter une nouvelle stratégie dans l'élevage de vaches, par exemple, après avoir suivi ces formations. Faute de pâturages disponibles, nombreux sont les paysans forcés de vendre ou offrir via une cérémonie traditionnelle leur(s) veau(x)... Toutefois, on constate depuis peu que certains paysans mettent en place des contrats pour céder « gratuitement » un veau à des paysans n'en possédant aucun en contrepartie de quoi, le récipiendaire (le paysan qui reçoit le veau) s'engage à céder de manière alternée les futurs veaux⁸ selon le principe du « crédit rotatif ». *La mise en place de ce système très ingénieux illustre un impact concret des formations de PA/PGRN sur le changement de mentalités/pratiques chez les paysans.*

Aussi, comme me l'expliquait un agronome, un tel « système » favorise la cohésion au sein de la communauté car il incite à un plus grand respect entre le paysan qui reçoit et celui qui donne. De plus, il peut dans certains cas constituer une garantie de solidarité communautaire pour le paysan qui a donné une vache et qui un jour doit faire face à un grave problème (décès de son bétail, etc.).

Certains producteurs de lait ont également commencé à apporter une valeur ajoutée à leur production en fabriquant du fromage. *Ils commencent ainsi à analyser les ressources de leur*

⁸ Le premier veau est cédé au propriétaire d'origine de la vache alors que le deuxième est gardé... Ainsi de suite jusqu'à ce que les deux paysans décident de mettre fin au contrat en rétrocédant la vache de départ.

environnement local de manière plus stratégique pour y apporter une valeur ajoutée plus rémunératrice.

On constate ainsi chez de nombreux bénéficiaires une meilleure vision de leur environnement économique et naturel. En effet, définir un PA ou un PGRN sur la base d'une carte parlante leur impose de mener des études de marché pour connaître les débouchés commerciaux par exemple, ou de mieux comprendre les problèmes environnementaux de leur district (érosion des sols, épuisement des sols, déforestation...).

Ainsi, une **(I)** meilleure vision de leur milieu économique et environnemental couplé a de **(II)** meilleures capacités de planification de leurs activités **(III)** ont renforcé leur confiance en eux (certaines personnes s'expriment désormais en public alors qu'elles n'avaient pas l'habitude de le faire). ***Cela favorise ainsi la participation paysanne dans la gestion durable des bassins versants en tant qu'acteurs centraux.***

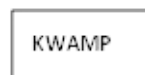
4. Défis

■ ***Le défi le plus important concerne la durabilité des financements du système des compétitions.*** En effet, les projets PAPSTA-KWAMP et leurs financements ont une durée limitée. En théorie, les CCI devront avoir trouvé avant cette échéance d'autres sources de financement, notamment *via* l'administration locale, la communauté (accès internet payant, location des salles du CCI, etc.), et d'autres activités génératrices de revenus... Toutefois, à ce jour, toutes ces options n'ont pas pu trouver d'échos crédibles. ***Ainsi la problématique de la durabilité financière n'a pas encore trouvé ses solutions, aux dires même du coordinateur de projet.***

■ ***Les moyens des Inteko y'imihigo restent insuffisants pour leur permettre d'assumer leurs fonctions.***

□ Les membres n'ont reçu aucune formation en ce qui concerne la gestion des *Inteko y'imihigo*. Ils ressentent le besoin d'en recevoir une afin d'être plus à l'aise dans leurs fonctions.

□ Par ailleurs, ils n'ont reçu qu'une formation de deux jours pour maîtriser les PA/PGRN et réclament donc davantage de formation afin d'être plus à même de sélectionner les meilleurs PA/PGRN.



□ Autre point d'inquiétude : les membres n'ont reçu aucune formation en suivi et évaluation des PA/PGRN mis en œuvre. Cela pose donc un problème d'utilisation efficace des fonds publics.

□ *Enfin, les membres ne reçoivent aucune compensation pour rendre régulièrement visite aux coopératives/paysans (informer sur les compétitions, suivi/évaluation...). Cela entame donc leur capacité/motivation à véritablement assumer ces tâches. A ce jour, ce sont souvent les managers des CCI qui se chargent concrètement des visites. Toutefois, le coût des transports des membres des Inteko y'imihigo a été budgétisé pour 2012 selon le coordinateur des projets.*

■ ***Le rôle des femmes doit être renforcé.***

En moyenne, les femmes ne représentent que deux membres sur dix au sein des *Inteko y'imihigo*. Il faudra qu'un travail soit fait en la matière pour renforcer leur représentativité.

5. Leçons apprises

■ ***Il est important d'utiliser des outils adaptés pour pallier les problèmes d'analphabétisme en milieu rural.***

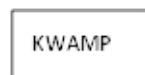
Les cartes parlantes sont particulièrement appropriées pour transmettre des idées nouvelles à un public ne sachant ni lire ni écrire. Elles constituent aussi un bon moyen d'apprentissage de son milieu naturel.

■ ***Les compétitions sont particulièrement appropriées dans un contexte de décentralisation.***

Elles peuvent constituer un bon outil d'approfondissement d'une politique de décentralisation voulue par un gouvernement central tout en favorisant la bonne gouvernance locale, ce qui peut faciliter ainsi leur mise en œuvre.

■ ***Les compétitions favorisent les liens de confiance entre l'administration locale et les bénéficiaires.***

Les principes de transparence et d'équité qui sont au cœur des compétitions couplé à la dimension participative renforcent les liens de confiance entre l'administration locale et les bénéficiaires qui se sentent respectés.



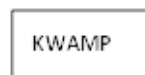
■ *Le système des compétitions peut être un bon moyen de renforcer les liens entre les villages/coopératives et les institutions de microfinance.*

Dans les projets PAPSTA-KWAMP, tout village ou coopérative qui remporte une subvention doit ouvrir un compte chez un SACCO, enclenchant ainsi des interactions entre les SACCO et les paysans, ce qui peut permettre à ces derniers d'aller au-delà de leurs « préjugés » et renforcer leurs intérêts pour leurs services financiers.

■ *Les compétitions peuvent constituer un bon moyen de dissémination des innovations rurales.* Les compétitions sont l'occasion pour différentes communautés villageoises de se rassembler le temps d'une journée et d'échanger de nouvelles idées à mettre en œuvre *via* PA/PGRN présentés sous forme de cartes parlantes (informations plus faciles à partager avec un public peu éduqué).

6. Sources d'information

- Rapport de mission « *Etude de cas des projets PAPSTA-KWAMP* ». Karim Derrahi Accessible sur : http://www.procasur.org/pair/images/doc_final/Caso%20Ruanda.pdf
- Projet d'appui au plan stratégique de transformation de l'agriculture rapport de pré-évaluation volume I: Rapport principal – IFAD-MINAGRI (144 pages)
- *Inteko y'imihigo Working paper (p.15)*, MINAGRI
- *Kirehe Community-based Watershed Management Project (KWAMP) Project design Report* – IFAD-MINAGRI (450 pages)



Cette note a été réalisée dans le cadre de la Route d'apprentissage « *Leçons d'une approche intégrée basée sur une gestion communautaire des bassins versants : le cas des projets PAPSTA-KWAMP* », par les équipes PAPSTA et KWAMP, en collaboration avec PROCASUR. Ont apporté leurs contributions les personnes suivantes :

	Noms	Fonction
1	Karim Derrahi	Consultant Procasur
2	Viateur Karangwa	Knowledge Managment & CO Specialist
3	Jean-Leon Muhutu	Directeur du CCI
4	MUKADUSABE M. Josee	Membre du CLGS
5	MPUMBYA Leoncie	Membre du CLGS
6	MANIRAGUHA Jean Paul	President de l'Inteko Y'imihigo de Gatore
7	MUSONERA Emmanuel	Chef du village
8	NZABARUSHIMANA Pierre	Villageois
9	BAZIMYA Vedaste	Villageois
10	RUZAGIRIZA Ignace	COIDIGA Pres.
11	MUHINZI Ephrem	COIDIGA secretary/contr council
12	NZABANDORA Evariste	Technicien villageois
13	JABO Andre	Technician
14	Urimubenshi Fidèle,	Directeur du CCI de Nyanza,
15	MUDAHUNGA Pascal	Chef de Zone